

Zeitschrift: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1725

Artikel: Au centre, toute
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024262>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 21.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Au centre, toute

Yvette Jaggi (17 mars 2007)

Polarisation croissante ou course à l'extrême centre? D'un côté, les commentateurs de la scène politique fédérale observent l'implosion du centre droit et le regroupement des opinions et des votes parlementaires autour des pôles UDC et socialiste. Et dans le même temps, les partis bourgeois s'ingénient à brouiller leur profil pour se situer quelque part dans ce centre où ils présument que les électeurs préféreraient les retrouver - comme François Bayrou l'a bien senti en France.

C'est ainsi que la droite, en terre vaudoise et en temps de campagne électorale notamment, ne se nomme plus elle-même sans s'adjoindre le quasi préfixe de centre. Passe encore pour le premier tour de l'élection au Conseil d'Etat, qui a permis aux deux candidats qualifiables de centristes par tempérament (Pascal Broulis) ou par précaution (Jean-Claude Mermoud) de retrouver leur siège à l'Exécutif dès le 11 mars. Mais comment ranger dans le centre droit, même élargi à des fins électoralistes, la liste sur laquelle se retrouvent Jacqueline de Quattro, radicale se revendiquant proche de l'économie et fort soucieuse d'ordre et de sécurité, ainsi que Philippe Leuba, libéral pour le moins affirmé et conséquent?

Le paradoxe veut que, dans la confusion centriste délibérément entretenue, il faille reconnaître une certaine clarté au parti de Christoph Blocher. Clarté par défaut évidemment, puisque l'UDC se désigne elle-même en français par son seul logo, au lieu de s'appeler, en toutes lettres et comme par antiphrase, Union démocratique du centre. Une «traduction» évidemment sans rapport avec la dénomination nationale et alémanique, un label qui sent fort sa droite conservatrice: Parti populaire suisse (SVP en abrégé).

Dans leur course au milieu dit juste, les partis bourgeois prennent le risque de perdre une bonne part de leur identité et peut-être de leur clientèle. Aucun consommateur n'achèterait un produit dont l'étiquette tairait le vrai nom, la provenance, la composition. Mais le citoyen doit se contenter du branding, comme si la marque tenait lieu d'information sur le contenu. En rapide progrès, le marketing politique fait déjà très fort, sans avoir encore besoin de recourir aux raffinements de la promotion commerciale.

Un commentaire d'Alex Dépraz (17 mars 2007)

Le deuxième tour de l'élection du Conseil d'Etat voit s'affronter deux « blocs », l'un de gauche et l'autre qu'Yvette Jaggi a raison d'étiqueter clairement de droite. Mais, le jeu de rôles durera le temps d'une campagne. Puis, tout le monde mettra de l'eau de son vin, sans le crier sur les toits. Le système institutionnel suisse, sur le plan cantonal comme sur le plan fédéral, ne s'accommode pas de cette opposition binaire. Les propositions trop marquées n'ont aucune chance d'être adoptées par un parlement où il suffit de quelques absents et voix divergentes pour faire basculer un vote. Sans parler de l'épée de Damoclès référendaire. Si le gouvernement ne propose pas des solutions équilibrées, il va vers des échecs à répétition. Voilà pour la mécanique institutionnelle. Mais il y a plus. Les citoyens ne sont pas dupes. Les politiques publiques du nouveau siècle réclament des solutions complexes, des compromis difficiles à élaborer, et pas des remèdes miracles

tirés du catéchisme néolibéral ou communiste. La volonté, sinon la capacité, de nouer des compromis peut aussi devenir un excellent argument de campagne. Ce n'est pas François Bayrou qui le démentira. Voilà qui ouvre deux débats en Suisse. D'abord, la nécessité de mettre hors-jeu l'UDC, un parti qui ne respecte pas les règles minimales de la démocratie de compromis. La place de ceux qui pratiquent l'obstruction systématique est sur le banc de touche. La droite libérale doit être mise face à ses contradictions. On ne peut prétendre réformer un pays et s'allier à chaque occasion électorale avec un parti qui n'entend pas participer à ce travail. Deuxièmement, à gauche, seul le PS, par sa participation au Conseil fédéral, a fait la démonstration qu'il était un parti capable d'exercer le pouvoir, de mener à bien des réformes et de proposer des solutions pour l'avenir du pays. S'il entend progresser sur le plan électoral, il doit faire valoir cet atout sans tenir compte des reproches de la gauche de la gauche.